



Fermeture du triage ferroviaire de Nîmes

=

Sacrifice économique, environnemental et sécuritaire.



L'Union Départementale, l'Union Locale de Nîmes et le syndicat des cheminots de Nîmes alertent les salariés gardois sur les conséquences des décisions de la SNCF annoncées officiellement ce mercredi 20 septembre 2017.

En l'occurrence : « La fermeture totale et définitive du triage de Nîmes et l'arrêt du service public ferroviaire sur le bassin nîmois à compter du 12 décembre 2017 ».

A l'heure où certains pointent du doigt la dette du ferroviaire dans notre pays, les explications évoquées par la direction SNCF pour justifier la fermeture du triage de Nîmes est révélatrice des raisons pour lesquelles la SNCF, les cheminots et les usagers portent une dette d'une telle ampleur (54 milliards d'euros).

Ainsi à partir de décembre 2017, l'ensemble du trafic ferroviaire FRET sera détourné par le contournement Nîmes-Montpellier (CNM) afin de contribuer au financement de ce dernier.

A l'origine le CNM devait être majoritairement financé par le passage de TGV à destination de Montpellier.

Soulignons que 40 % du Chiffre d'affaire de SNCF Voyage sur l'axe Montpellier Paris est réalisé à Nîmes (Chiffre SNCF).

Sur ordre de l'Etat, 2 TGV circuleront tout de même sur le CNM mais engendreront une perte de 300 000 euros par an par train.

Dans ce cadre, hors de question pour la SNCF de détourner la totalité de son trafic TGV sur la nouvelle ligne.

Les deux TGV étant insuffisants pour contribuer à régler la facture présentée par le consortium OC'VIA, constructeur privé du CNM, l'Etat à exiger de FRET SNCF que tous les trains de FRET SNCF utilisent le contournement.

Ces décisions auront des conséquences sur la sécurité des circulations, des usagers et des cheminots (285 anomalies aux chargements ou autres, signalées et traitées à Nîmes depuis début 2017), mais aussi sur le bassin économique et industriel gardois avec la disparition de 60 emplois cheminots, des centaines d'emplois dans les entreprises utilisatrices du Service Public Ferroviaire et les emplois induits qui vont avec.

La CGT dénonce une situation qui contraindra les entreprises utilisatrice du ferroviaire de se tourner vers la route ou de délocaliser leur production. Parmi celles-ci : Rhodia à Salindres, classée SEVESO, ACCORD Vauvert, DURAND St Césaire, etc

En résumé, afin de remplir les caisses du consortium dont Bouygues est majoritaire, l'Etat et la Direction SNCF sacrifie l'emploi et le Service Public Ferroviaire dans le Gard. Sacrifice économique, environnemental et sécuritaire.

Sur ce dossier la CGT est porteuse de propositions alternatives afin de pérenniser l'emploi, la sécurité et le service public.

**D'ores et déjà, la CGT appelle à un grand rassemblement
à Miramas le 9 octobre 2017 à partir de 9h00
pour envahir le CHSCT et montrer notre détermination face
à la Direction SNCF.**